



La Commune



La fracture syndicale

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 19 – vendredi 27 octobre 2017

Les « discussions » entre les hauts dirigeants de la CGT et le gouvernement ne sont pas sans conséquences. Ainsi, Fabrice Angei, membre du bureau confédéral CGT, n'hésite plus à déclarer : « *Ce n'est pas l'abrogation de la loi ou rien* » ¹. Le gouvernement pourra donc se vanter d'avoir fait « reculer la CGT ». Sans aucun mérite, d'ailleurs. Martinez y était prédisposé. Accepter le jeu de la « concertation » avec les pires ennemis du syndicalisme et des droits ouvriers menait inévitablement à cette reddition sans combat.



Contenu

Un « essoufflement » planifié

Mailly-Martinez délivrent un certificat de « légitimité » à Macron

Des hauts responsables syndicaux irresponsables

« Ça va très mal finir » (Sarkozy) - « La mèche brûle déjà » (Mélenchon)

Défendre pied à pied le syndicalisme de revendication

Annexe

Oui, Martinez, tout comme son compère Mailly, font le jeu du Pouvoir et ils font le jeu de Mélenchon qui cherche à faire main basse sur le syndicalisme pour passer du statut « d'opposant » au statut de « prétendant », le moment venu.

Un « essoufflement » planifié

Les uns comme les autres se défaussent déjà sur les gens qui « ne luttent pas assez », après avoir organisé « l'essoufflement ». Chacun sait que les choses ne se seraient pas passées comme ça si ces hauts responsables syndicaux avaient refusé de « jouer le jeu ». Evidemment, pour se couvrir, ceux-là doivent nous enfoncer dans le crâne leur « appréciation du rapport de force » purement comptable et détestable.

Le « rapport de forces » n'est pourtant pas une donnée stable en période de crise et, dans statistique, il y'a « statique ». Dans un rapport de force vivant, entre en ligne de compte la disposition des chefs syndicaux à résister, à faire face, à dire les choses dans un langage simple et direct à la population, plutôt qu'un jargon « technique », c'est-à-dire technocratique, assaisonné de formules sibyllines et délibérément équivoques.

Mailly-Martinez délivrent un certificat de « légitimité » à Macron

L'un après l'autre Mailly et Martinez ont dit que Macron est « légitime ». Ils lui ont décerné ce certificat sans hésiter une seconde. Et, subitement, au moment où les ordonnances vont être obligatoirement ratifiées par cette Cour des miracles qui tient lieu d'assemblée nationale (qui représente 39%, tous partis confondus, des électeurs), l'unité tant attendue se réalise au sommet, pour protester contre les « nombreuses dispositions inacceptables » des ordonnances. Une accumulation de renoncements aboutit à la reptation et ceux qui rampent « sont gouvernés par les coups ».

Des hauts responsables syndicaux irresponsables

Le 16 novembre ? Ce sera un enterrement, c'est couru d'avance. La veillée funèbre du 19 octobre nous en a déjà donné un avant-goût. Mais, n'en doutons pas, les rituels de Mailly et Martinez se paieront au prix d'une fracture syndicale :

Il y a désormais deux FO et deux CGT

La CGT et FO « d'en bas » et la CGT et FO « d'en haut ». Dans les deux cas, les bureaux confédéraux ont décidé seuls de la conduite à tenir face aux ordonnances, passant outre ce qui remonte des Unions départementales et des fédérations.

« Ça va très mal finir » (Sarkozy) – « La mèche brûle déjà » (Mélenchon)

Dans les deux cas, les grands « stratèges » partisan de « l'ivraie à moudre » ont adopté une attitude irresponsable : en refusant d'organiser la riposte, imaginent-ils qu'ils nourrissent les conditions de l'explosion sociale qui surviendra, c'est probable, « par surprise », comme en mai-juin 1968. A tout le moins, Mélenchon a compris (comme Sarkozy d'ailleurs) que « ça va très mal finir ». Le 8 juin dernier, Mélenchon avait prévenu : « ***Vous ne pouvez pas savoir quelle sera la petite chose qui allumera la mèche... mais elle brûle déjà*** »². Quelques semaines auparavant, un cheminot anonyme de Périgueux dont il n'avait pas du tout apprécié le propos avait déjà prévenu : « *nous arrivons au point de rupture, ce sera la révolution* »

Défendre pied à pied le syndicalisme de revendication

Cette explosion qu'aucune force politique ne pourra déclencher, il faut s'y préparer. Pour notre part, nous la Commune- pour un parti des travailleurs- pensons que : la meilleure façon de s'y préparer est **d'intervenir partout pour la défense du syndicalisme de revendications, à l'opposé du syndicalisme de « propositions » propice à tous les reniements et « partenariats »** avec le gouvernement.

Pour l'instant, il est beaucoup question, dans les milieux organisés de l'Unité.

Unité de qui, de quoi, comment ?

L'unité réalisée dans un bureau entre chefs CGT FO Solidaires Unef Syndicats lycéens ? Nous venons d'en apprendre le contenu : tout sauf le retrait des ordonnances. Cette « unité » là n'est pas la nôtre.

Le combat d'unité, selon nous, est : unité par un plan de lutte vers la grève générale pour la satisfaction des revendications fondamentales et donc, nécessairement - parce que c'est vital - pour chasser Macron, ses ordonnances, sa Cour des miracles et toute sa politique. Dans cette voie, l'intervention systématique pour arracher nos syndicats des griffes du Pouvoir est indispensable.

le 27 octobre 2017

Annexe

CGT – FO – Solidaires – UNEF – UNL – FIDL

Pour les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens CGT – FO – Solidaires – UNEF – UNL – FIDL réunies le 24 octobre 2017, un constat s'impose, celui d'une politique libérale visant à accroître les inégalités au profit d'une minorité.

Qu'il s'agisse :

- de nombreuses dispositions inacceptables des ordonnances, limitant des droits des salariés-es ;
- des risques qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle ;
- de mesures précarisant toujours un peu plus l'emploi et l'insertion des jeunes sur le marché du travail ;
- de la remise en cause des droits à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur ;
- de la modération salariale et de l'augmentation de la CSG ;
- des atteintes au service public et à la protection sociale ;

Les organisations signataires s'adressent solennellement au gouvernement afin qu'il prenne en considération les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraités-es.

Compte tenu de la gravité de la situation, **elles décident de faire du 16 novembre 2017 une journée de mobilisation interprofessionnelle, étudiante et lycéenne**, par des grèves et manifestations.

Elles invitent les autres organisations syndicales et de jeunesse à s'y associer.

Paris, le 24 octobre 2017

¹ http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/10/24/la-cgt-fo-et-solidaires-appellent-a-manifester-le-16-novembre_5205428_823448.html#xXhF6PUGtGyyfL3A.99

² <https://www.ouest-france.fr/politique/jean-luc-melenchon/melenchon-reflechit-encore-l-avenir-de-la-france-insoumise-5048426>

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>